



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs·euses de l'éducation

n°264, octobre 2022

**Prochain
Classes-En-Lutte
novembre 2022**

CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT
des Travailleurs-euses de
l'Éducation n°264, octobre
2022

La Mauvaise Herbe

la revue de la Cnt-Éducation
Abonnez-vous !

Bulletin dans la rubrique
dédiée

sur le site www.cnt-f.org/ftte



Préavis de grève

La CNT éducation dépose
chaque semaine des préavis
de grève pour soutenir les
mobilisations des personnels.
Ces préavis couvrent tous les
personnels au niveau local
comme national.

Ces préavis peuvent servir à
défendre des élèves menacés
d'expulsion pour défaut de
papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Inflation, réquisitions, répression... la riposte, c'est maintenant !

Le 18 octobre, grève générale pour sauver la voie pro et répartir les richesses.

Si les grévistes des raffineries se font insulter dans la presse, lâcher par les syndicats collabos et « réquisitionner » par l'état bourgeois, c'est qu'ils sont sur la bonne voie, c'est que leur lutte est juste et efficace. Ainsi, leur patron ose dire qu'ils gagnent 5 000€ par mois, le secrétaire confédéral de la CFDT ose dénigrer leur lutte pendant qu'il négocie des miettes en profitant du rapport de force que ces mêmes camarades ont instauré, les micro-trottoirs nous déversent les inepties des automobilistes « pris en otage » comme d'habitude. Cette entreprise de diversion organisée veut nous faire oublier que ces salarié·e·s en lutte réclament une augmentation de salaire qui compensera tout juste l'inflation pour l'année qui vient (10 %), c'est-à-dire un maintien de leur salaire réel. Ils demandent cette faveur à une entreprise qui vient d'engranger le plus gros bénéfice de son histoire en gagnant, sur les 6 derniers mois, ce qu'elle avait gagné en un an l'année dernière, c'est-à-dire 13 milliards de profits. Les actionnaires ont donc profité de dividendes records, et pour les salaires... rien ! Son patron inflexible s'est lui augmenté de plus de 50 %. Le gouvernement défend la bourgeoisie en réquisitionnant les grévistes plutôt qu'en taxant les super profits. Au moins, les choses sont claires.

À l'heure de la prise d'otage généralisée de la société par les parasites capitalistes, nous ferions bien, dans l'éducation, de nous inspirer de ces méthodes et ne pas laisser les salariés d'Exxon, Total, EDF... seuls dans les luttes. Si nous fermons les écoles plusieurs jours, l'économie s'arrête, les enfants ne se gardent pas tous seuls ! Pour les AESH, les AED, le lycée pro, une revalorisation de toutes et tous, pour sauver le droit de grève et nos retraites, pour l'arrêt de la répression syndicale contre Kai et les autres : les raisons de se battre ne manquent pas. Après la grève d'un jour sans perspective du 29 septembre, on sait ce qu'il nous reste à faire, nous l'avons sous les yeux. Tous et toutes en grève le 18 octobre, et après... pour qu'on avance, ils doivent reculer.

**La voie professionnelle ne se
laissera pas privatiser !**

**Une entreprise n'est pas une
école !**

**Les jeunes ne sont pas de la chair
à patrons !**

La réforme désastreuse du lycée
professionnel concerne près de
600 000 élèves, soit un tiers de la

jeunesse scolarisée dans le
secondaire. Les lycées
professionnels ont déjà subi de
nombreuses attaques purement
comptables depuis 15 ans, au
détriment de la qualité de
formation : perte d'une année de
formation en 2009 sur un cursus
bac pro et une baisse drastique
des heures d'enseignement avec
la transformation de la voie
professionnelle (TVP) de 2018,

imposée par Blanquer.

C'est une bascule dangereuse de l'enseignement professionnel public sous statut scolaire vers le tout apprentissage et une aubaine pour le patronat qui va profiter, même si non formée, d'une main d'œuvre docile et gratuite, voire subventionnée.

Dangereuse, car nos métiers sont techniques et demandent un haut niveau de qualification, de réflexion et d'analyse.

Dangereuse, car nous ne pouvons pas compter sur les entreprises, contrairement à ce que prétend le président Macron, pour former des esprits libres, éclairés et indépendants et leur permettre de devenir des adultes responsables, conscients de leurs droits

Inégale, car elle va limiter l'accès à des études supérieures pour bon nombre de jeunes souvent issus de la classe ouvrière.

Pour sauver nos métiers, pour éviter un grand plan de licenciement, pour défendre la formation de nos élèves : Mobilisons-nous ! Battons-nous !

L'opposition syndicale au projet de Macron, Ndiaye et Grandjean est historique. C'est la première fois qu'un front syndical aussi large se met d'accord avec la volonté de faire reculer le gouvernement. C'est aussi la première fois qu'un appel à la grève aussi large vise à défendre la voie professionnelle sous statut scolaire. Et pour toutes ces organisations, il est évident qu'il va falloir mener une lutte dans la durée. L'appel à la grève pour le mardi 18 octobre est donc le point de départ de ce combat. La grève doit être massive et déterminée.

La CNT-FTE appelle donc tous les personnels des lycées professionnels et plus largement tous les personnels de l'Éducation nationale à se mettre en grève le mardi 18 octobre.

AESH en 2022, une bonne situation ?

En France, le seuil de pauvreté correspond à un revenu de 1 100 € par mois pour une personne vivant seule.

À la rentrée 2022, le salaire mensuel d'une aesh ayant un contrat de 24h (ce qui est la norme) est de 880 €. La revendication d'une meilleure rémunération semble alors légitime. Mais qu'en pense notre gouvernement ? À la rentrée, Pap Ndiaye a confirmé ce qu'avait annoncé Emmanuel Macron lors des dernières présidentielles : « la possibilité effective pour celles et ceux [parmi les aesh] qui le souhaitent

de travailler à temps complet, sur temps scolaire ou périscolaire, seront au cœur des travaux de l'année à venir. »

Autrement dit : si vous voulez gagner plus vous n'avez qu'à travailler plus. L'idée avait déjà traversé l'esprit de certaines travailleuses qui pour joindre les deux bouts sont contraintes de cumuler plusieurs emplois. Mais peut-on décemment souhaiter la généralisation d'une telle pratique ?

L'indifférence dont fait preuve le gouvernement à l'encontre des aesh traduit son manque de considération envers deux populations particulièrement fragiles :

D'abord les personnes porteuses de handicap. En effet, ce sont d'abord les enfants porteurs de handicap qui souffrent du statut précaire des aesh. Iels souffrent de notification parfois trop réduite. Iels souffrent des problèmes de recrutement. Iels souffrent du manque de formation des personnels. Iels souffrent de la gestion managériale des aesh, orchestré par les PIAL : mutualisation, changement d'affectation... Iels souffrent de devoir expliquer et réexpliquer leur besoin spécifique, iels souffrent de devoir demander et redemander un accompagnement, iels souffrent de devoir justifier et re-justifier leur besoin d'accompagnement.

Certains enfants porteurs de handicap sont encore privés de scolarisation par manque d'aesh, et pour ceux qui ont la chance d'être scolarisé, cette scolarité est souvent synonyme de solitude, d'échec scolaire, de fatigue extrême, de souffrances.

Ensuite les femmes, en effet, elles représentent 90 % des aesh. Maintenir cette profession dans la précarité c'est obliger plus de 100 000 femmes à choisir entre la pauvreté et la dépendance à un homme. Imposer la précarité, c'est déjà faire une violence à toutes ces femmes, et c'est également les rendre plus vulnérables à toutes les autres formes de violences. C'est également accepter de perpétuer les inégalités de salaires entre homme et femme ; dans l'éducation nationale, le salaire moyen des femmes est 13 % plus faible que celui des hommes. En bref, c'est soutenir sans le dire le patriarcat.

Nous l'avons compris, le salut des aesh ne viendra pas d'en haut. Alors il viendra d'en bas.

Il est aujourd'hui vital que les aesh s'organisent et luttent ensemble ; il est également nécessaire

qu'elles luttent aux côtés des autres personnels de l'éducation nationale.

Les RASED: chronique d'une mort annoncée

En 1990 étaient créés les RASED pour permettre, à priori, aux enfants pour qui l'école génère de la difficulté dans les apprentissages de mieux vivre ce temps de l'enfance et de s'inscrire en tant qu'enfant et en tant qu'élève au sein de l'école inclusive. Les personnels des RASED devaient donc avoir un rôle de médiateur, retisser les liens entre les élèves, les familles et l'école, éviter que chacun·e ne s'enferme dans sa souffrance... Objectif louable mais totalement hypocrite voire cynique puisque déjà sous Sarkozy 5000 postes ont été supprimés soit près d'un tiers des effectifs.

D'autre part les évaluations à tout-va dans une école inclusive sans moyen finit par entraîner une médicalisation toujours plus grande de la difficulté scolaire.

L'incorporation des RASED au sein de pôles ressources de circonscription depuis 2014 a facilité la réduction de la difficulté scolaire à un diagnostic médical, en transformant la difficulté d'apprentissages en troubles des apprentissages.

Ce dévoiement de la neuropsychologie atteint avec Blanquer son apogée. Avec lui, le tri social se fait à grande échelle, les personnels des RASED ne servent plus qu'à entériner des orientations abjectes: il n'existe plus de difficultés scolaires il n'y a plus que des troubles des apprentissages! La solution: orientation en SEGPA ou en ULIS afin de formater les futurs travailleurs esclaves de demain.

Dans ce projet monstrueux, on peut réduire le nombre de RASED au minimum, étendre leur secteur géographique, supprimer la plupart des postes d'enseignant·e·s spécialisé·e·s dans l'aide à dominante éducative, ne pas renouveler les départs à la retraite des PsyEN...

C'est là que les rectorats entrent en scène: après que les directeurs et directrices, parents d'élèves et certain·e·s IEN de circonscription aient quémardé pendant un mois après la rentrée des postes de psyEN, les rectorats se décident à ce qu'environ la moitié des postes vacants soient pourvus,

Mais là, le cauchemar continue, en raison de la pénurie de psyEN contractuel·e·s, au final selon les départements, seulement un quart des postes vacants seront pourvus.

Les psyEn ainsi nommés sont alors confrontés à l'urgence du calendrier (constitution des dossiers d'orientation EGPA...) et à des injonctions contradictoires : obéir à la hiérarchie en étant de bons techniciens du tri social ou prendre en compte le temps de l'enfant, comprendre d'où viennent ses difficultés, lui permettre de devenir acteur de ses apprentissages.

Lycée Joliot Curie (Nanterre) Soutien à Kai Terada et aux lycéen·ne·s réprimé·e·s !

Après Ibiza, Blanquer profite de sa retraite de ministre à l'université d'Assas où le président lui a taillé, sur mesure, une place au soleil. Jean-Michel n'est officiellement plus au ministère mais son fantôme continue d'empuantir les arcanes de l'administration. Aussi, si les ministres changent, les sales pratiques demeurent. Notre collègue, Kai Terada, prof au lycée Joliot-Curie de Nanterre (92) est donc déplacé « dans l'Intérêt du service » parce qu'il est ... syndicaliste.

Pas une trace du moindre manquement dans son dossier, aucune faute professionnelle à lui reprocher, aucune plainte, pas l'ombre non plus d'une procédure contradictoire, pas de commission disciplinaire où l'on pourrait entendre les arguments de l'administration et pas de droit à la défense. La « loi de transformation de la fonction publique » de 2019 consacre le pouvoir absolu de l'administration. Tous ces cuistres qui nous servent de la « république » à chaque discours semblent oublier que la République, la vraie, c'est la République sociale qui admet les contre-pouvoirs (syndicaux) et la contradiction (démocratique), le droit à la défense (qui est un droit constitutionnel) et le refus de l'arbitraire administratif.

Le mardi 11 octobre, un mouvement de solidarité nationale, fait de grèves et de rassemblements, est venue rappeler que nous exigeons la levée des sanctions déguisées et l'arrêt du harcèlement contre notre collègue et camarade.

Les élèves de son lycée étaient rassemblés pour soutenir leur prof et revendiquer l'amélioration de leurs conditions de travail et d'étude. La police a été lâchée sur les lycéen·ne·s. Matraques, flashball, lacrymos, 14 arrestations et 3 comparutions pour « violences aggravées ». Les flics disent qu'ils ont été attaqués par des mortiers et que deux d'entre eux ont été blessés. Les collègues du lycée

dénoncent une « violence inouïe » de la police sur un « blocage pacifique d'adolescents ». Qui ment ? Les mêmes que d'habitude !

Nous ne tolérerons jamais ces pratiques d'intimidation et de répression qui se normalisent dans une institution qui bafoue toujours plus ses propres valeurs.

Nous apportons notre soutien à ce collègue, à ces élèves et notre révolte face à cette administration qui est de moins en moins la nôtre !

[Lien vers l'article du monde](#)

Salaire, retraite, chômage, c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

Un mouvement de fond gronde aux quatre coins du pays pour une augmentation générale des salaires. Les prix augmentent, l'inflation s'envole, les salaires stagnent et pour les actionnaires les bénéfices explosent. Pourtant, c'est nous qui produisons les richesses, les biens et les services. En exigeant une augmentation des salaires, c'est une meilleure répartition des richesses que nous réclamons.

L'État n'est pas de notre côté, il est de celui des entreprises privées

Le rêve du gouvernement est que tout soit privatisé et monétisé, qu'il n'y ait plus aucun service public, plus aucune caisse de solidarité. Pour exemple, en 2020, en plein covid, plus de 5700 lits d'hôpitaux ont été fermés, alors qu'on nous disait qu'enfin notre santé allait devenir une priorité. Depuis les confinements et bien avant, aucune augmentation du Smic malgré les grands discours sur les « professions essentielles » qui ne gagnent souvent pas plus. Et que de dire de l'éducation ? C'est par speed-dating que sont à présent recruté·e·s les profs,

alors qu'on comprime et pousse à la démission de nombreux·ses enseignant·e·s qui ont eu le malheur d'être syndicalistes.

Et pendant ce temps-là, les grandes entreprises ne se sont jamais aussi bien portées. Total pour n'en citer qu'une a engrangé en un an et demi 24 milliards de bénéfices. Aujourd'hui ils versent 2,6 milliards d'acompte pour les actionnaires et rien pour les travailleurs et travailleuses. Le CAC 40, soit les 40 plus grosses entreprises de France, a augmenté ses bénéfices de 29 % en 2021 quand dans le même temps 160 milliards d'euros d'aides publiques leurs ont été versées. Et le gouvernement quant à lui refuse de taxer les profits...

Le blocage des raffineries nous montre le chemin

Les salarié·e·s des raffineries le répètent : ils et elles réclament la répartition de la richesse ! Et comment accepter cette hausse du prix de l'essence lorsque les entreprises pétrolières font de tels bénéfices ? Rien ne justifie ces hausses de prix, rien ne justifie une non-revalorisation des salaires. La situation est inacceptable.

En se mettant en grève, les employé·e·s de Total et Esso-Exxon mais aussi des secteurs du nucléaire, de l'automobile, du transport, du ferroviaire, de l'aéronautique, de la culture, des ports... bloquent l'économie qui ne tourne plus aujourd'hui que pour les actionnaires. C'est par ce biais, celui de la grève générale, que nous réussirons à inverser l'organisation de notre société et à nous partager les richesses.

L'économie capitaliste appauvrit les travailleuses et les travailleurs, appauvrit aussi le travail, ce pourquoi nous travaillons. Le capitalisme détruit notre planète. Nous devons nous réapproprier les moyens de productions. Ensemble nous pouvons gagner.

Récupérons les richesses que nous produisons. Le 18 octobre bloquons tout Grève générale

